

A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 188 - 1,50 € Octobre 2007



Pour l'Emancipation Sociale!



Le boulevard et l'impasse

Qui du mouvement populaire ou du pouvoir en place empruntera la bonne voie ? Tout, en apparence, indique pour le moment que l'agité en culotte courte ait une bonne longueur d'avance.

Sarko, dans sa course à l'instauration du capitalisme débridé, bien qu'il respire l'air vicié (à New York) de l'idéologie néoconservatrice, appuie sa courte foulée sur la France propriétaire, sème la discorde parmi ses chétifs concurrents PS, arrache des dossards en payant des places de supporters à ceux d'entre eux qui n'attendaient que ça. Il s'apprête à réduire les « Hollandais » à de faibles comparses en leur piquant toute légitimité locale en mars. Tout l'espace médiatique l'encourage, chante ses louanges. Il rabroue les sceptiques de son camp, il sait que, sur son parcours, il va se heurter à la résistance qui depuis 95 freine les élans du Medef, lui, qui en est le champion. A coup de rodomontades, de pseudo concertations syndicales avec des interlocuteurs trop acquis à la domination du libéralisme pour lui nuire, il se prépare à l'affrontement majeur pour annihiler les mouvements sociaux incontrôlables, dépassant l'entendement des élites, surgissant au moment où l'on s'y attend le moins.

Mais l'omnipotent n'est pas Thatcher. Lui, l'excité, prêt à tricoter des gambettes, doté de chaussettes alourdies de paquets fiscaux pour ses sponsors, affublé du sac de la dette, lui qui voulait se doper à la croissance 3%, risque de devenir vite poussif. Les crevasses nées des craquements financiers vont essouffler sa volubilité, son entourage de patrons voyous ternir son image tout comme son flirt avec un Bush finissant. Qui plus est il devra faire ingurgiter de force cette TVA antisociale après les municipales. Toutefois, il ne s'introduira dans une impasse que s'il rencontre le mur de la résistance sociale.

Pour les classes populaires, les militants anticapitalistes, les alter éco, semble s'ouvrir le boulevard de la reconquête sociale. L'heure de gloire du capitalisme financiarisé est passée. La précarisation de la société renforcera rage et indignation contre l'injustice sociale. Le virage centriste du PS, ses divisions, la facilité des débauchages en son sein créent un vide politique. A la gauche de la gauche les idées bouillonnent, les illusions sur la « gauche plus rien » s'estompent. Les collectifs bien qu'affaiblis sont toujours vivants. L'idée qu'il faut passer à l'offensive, poser la question de l'illégitimité du système, sortir Sarko de la piste sans attendre 5 ans s'imposera-t-elle ?

Si tel n'était pas le cas ce serait encore l'impasse pour des années. Les divisions boutiquières à Gauche du PS, les illusions électoralistes entretenues, la pusillanimité des directions syndicales, la tendance à la résignation qui semble gagner les « perdants » et « malchanceux », rassurent Sarko.

Pour la dignité des exploités un sursaut est nécessaire.



L'association "**Convergence des Causes**" fait vivre une revue électronique. Indépendante, elle s'efforce d'y publier des informations que les grands médias peuvent considérer comme inopportunes. Elle s'investit dans divers domaines, mais rend prioritaire les actions collectives menées contre les discriminations et contre le ravage des guerres. Vous pouvez aider cette association en envoyant des articles, des documents multimédias et des remarques à la rédaction. Vous pouvez la contacter et l'aider financièrement (vous recevrez systématiquement un reçu) en envoyant un chèque libellé à l'ordre de "**Convergence des Causes**" 108 rue Damremont 75018 PARIS tel: 01 42 94 17 33 ou 06 69 08 39 73 courriel: redaction@convergences-causes.com Nous publions ci-dessous un des textes mis en ligne par "**Convergences des causes**".

Qui pille le Congo ?

Nous ne sommes pas si éloignés des mœurs de la fin du dix-neuvième siècle lorsque le roi des Belges Léopold II s'était approprié le Congo après la Conférence du partage de l'Afrique à Berlin en 1885. Le bon roi avec l'appui des États-Unis d'Amérique a assuré l'exploitation minière au moyen d'un véritable génocide, des dizaines de milliers de mutilations, mains coupées, des viols systématiques.

Le sergent Mobutu n'avait pu devenir chef de l'État en 1965 qu'après l'assassinat concerté entre Belges et États-Uniens et le renfort exécutif de troupes onusiennes du leader de l'Indépendance Patrice Lumumba trop indocile et indépendant en janvier 1961. Sous le règne dictatorial du Léopard de l'Afrique, la dette du Congo est passée de 30 millions de dollars en 1965 à 13 milliards en 1998, en même temps que sa fortune personnelle a explosé. Après la guerre de Libération menée avec le Rwanda, l'Ouganda qui avait permis de chasser Mobutu en 1997, vint le temps du réajustement structurel avec Laurent Désiré Kabila contraint selon les principes du FMI d'ouvrir aux transnationales l'accès aux fantastiques richesses minières de la RDC. Puis vint le temps d'une guerre qui n'a rien de civile, démarrée le 2 août 1998, qui a impliqué pas moins de 6 gouvernements africains, a duré 6 années et fait trois millions de morts.

Pourquoi ?

La République Démocratique du Congo est riche, immensément riche, d'or, de cuivre, de diamant, de coltan, cet alliage de columbium et de tantale si rare, trouvé en abondance au centre de l'Afrique (80% des réserves mondiales), et indispensable à la fabrication de téléphones cellulaires, satellites, missiles, réacteurs nucléaires, pièces de vaisseaux. L'Est du Congo a été traité par le Rwanda et l'Ouganda comme leur arrière-pays à dépecer pour ses ressources minières, les bénéfices servant en retour à financer la guerre. Les transnationales minières et les grands financiers se sont arrachées les morceaux du Congo les plus rentables immédiatement en s'alliant aux tendances politiques qui leur étaient favorables ainsi qu'à leurs groupes militaires rebelles. Elles ont parfois créé leurs propres milices privées.

Parmi elles, peuvent être citées les compagnies minières géantes comme la Consolidated Eurocan Ventures du Lundin Group, Barrick Gold Corporation (BGC) aujourd'hui en deuxième position pour la production mondiale de l'or, l'Anglo American Corporation (AAC) d'Afrique du Sud, la plus importante compagnie minière du monde, en dehors des pétrolières. Dans le Conseil de transaction de la Barrick siège l'ex-président Bush, père de l'actuel président Bush. De plus petites ont vu le jour dans les années quatre-vingt-dix qui s'affrontent aux précédentes sur ce terrain comme l'American Minerals Fields Inc. (AMFI) et de son associé l'American Diamond Buyers, et d'autres encore: des États-Unis, du Canada, d'Afrique du Sud, d'Ouganda, de Belgique, d'Israël...

L'AMFI créée en 1995 a pour dirigeants des financiers occidentaux qui participent à l'élaboration d'enjeux stratégiques mondiaux dans tous les domaines, techniques, politiques et même scientifiques. Leur ambition n'est plus seulement d'avoir des États assujettis à leur puissance, mais de forger de nouvelles entités étatiques qui seraient leur prolongement. Les moyens économiques et militaires dont disposent ces groupes privés leur permettent de créer un «Nouvel Ordre Mondial» en anéantissant comme en Irak et en Afrique les structures étatiques existantes. La République Démocratique du Congo, par sa taille, de la dimension de l'Union Européenne, sa situation, en plein cœur de l'Afrique, et ses immenses richesses minières est la cible de ces nouveaux prédateurs d'une puissance souvent supérieure à celles des anciens États impériaux actuellement désengagés de leurs anciennes possessions.

Aujourd'hui, le pays est enfoncé dans la plus grande des misères, 75% de ses 60 millions d'habitants vivent avec moins d'un dollar par jour, moins de 20% ont accès à l'eau et à l'électricité. Pourtant, avec 34% des réserves mondiales connues de cobalt, 10% des réserves de cuivre, mais aussi de l'uranium, de l'or, du bois, du pétrole et un potentiel hydroélectrique de plus de 80.000 MW (le 4^e du monde), l'ex-Zaïre pourrait devenir un des moteurs économiques de l'Afrique.

Pour figurer la richesse minière congolaise, la moyenne d'or extraite par

tonne de terre déplacée est de 7 kilos et par endroit de 16 kg contre 11 grammes d'or pour la moyenne mondiale. La capitale Kinshasa, meurtrie par trois vagues de violences depuis le mois d'août, est encore sous haute surveillance policière et militaire. Une nouvelle brèche s'est ouverte sur le front est, dans la région volatile du Nord-Kivu où l'armée régulière a combattu fin novembre des soldats dissidents réfractaires au processus de réforme de l'armée. Entamé en 2004, ce processus comprenait le désarmement de tous ceux qui avaient combattu, que ce soit du côté des forces gouvernementales ou du côté des groupes armés et leur intégration dans l'armée nationale unifiée mais il tarde à être mis en place.

Les groupes armés congolais opposés au processus de paix et à l'intégration dans les FARDC ont eux aussi perpétré de multiples atteintes graves aux droits humains. Ces exactions comprennent des viols, des homicides illégaux et des actes de torture. Des groupes armés étrangers, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ainsi que des mouvements burundais et ougandais, continuent de commettre au Congo de graves atteintes aux droits humains.

Le 17 avril 2007, l'agence de l'ONU pour les réfugiés a fait état de 650 000 déplacés en raison de l'insécurité dans l'Est de la RDC et dans la seule province du Nord-Kivu. Les enfants continuent d'être enrôlés le plus souvent de force par les groupes non gouvernementaux. Les femmes sont exposées aux pires violences. Les ingérences occidentales ne peuvent même pas se targuer d'être «humanitaires» quand elles fournissent en armes les groupes qui leur permettent de se servir en minerais et que le projet de fragmenter le cœur de l'Afrique en petites entités sans autonomie politique ni militaire, sorti de sa latence depuis les cartons de l'AMFI et de la Barrick est en cours d'exécution depuis 10 ans. Le revirement du père Kabila dès son arrivée au pouvoir qui a dénoncé les contrats miniers léonins au profit de ces compagnies puis son assassinat prouvent qu'il existe une cohésion d'un peuple congolais par delà les plus de cinq cent ethnies qui le composent.

Convergence des Causes

22 juillet 2007

La novlangue néolibérale

Nos fidèles lecteurs savent que A Contre-Courant a publié, au cours des deux dernières années, sous le titre général de «La novlangue du néolibéralisme» toute une série d'articles destinés à passer au crible de la critique le discours néolibéral. Notre camarade Alain Bihr, qui en est l'auteur, vient de réunir cet ensemble d'articles, mis à jour et augmentés d'une demi-douzaine d'autres, en un volume qui paraît ces jours-ci en librairie¹. Nous en publions ici des extraits de l'Introduction en guise de conclusion de cette série.

Les Soviétiques avaient l'habitude de dire que la *Pravda* (en russe : La Vérité), organe du comité central du défunt Parti communiste d'Union Soviétique, méritait bien son titre puisqu'il suffisait de la lire pour apprendre en effet la vérité... à la condition cependant d'en prendre systématiquement le contre-pied. Le discours néolibéral qui colonise actuellement les scènes médiatique et politique est de la même farine. Pour entendre la vérité en l'écoutant, il suffit d'en renverser les termes Chacun d'entre eux apparaît alors soit comme un mot-valise qui passe son contraire en contrebande, soit comme un mot écran qui fait obstacle à l'usage de son contraire, soit même comme les deux à la fois. Le discours néolibéral se révèle ainsi un nouvel avatar de cette perversion discursive pour laquelle Orwell a créé le néologisme de *novlangue* quand il a entrepris de représenter l'univers totalitaire dans son célèbre roman 1984.

L'inversion de sens

Le procédé le plus emblématique de toute novlangue consiste dans l'inversion du sens ordinaire des termes utilisés: la substitution à leur sens propre du sens de leur contraire, de leur antonyme. Orwell lui-même en a imaginé quelques exemples demeurés célèbres dans son roman. Les trois principaux slogans utilisés par le parti unique au pouvoir en Océanie reposent ainsi sur une pareille inversion de sens : «*La guerre, c'est la paix*», «*La liberté, c'est l'esclavage*», «*L'ignorance, c'est la force*». Or l'usage que le discours néolibéral fait de ses principaux mots clés procède à une telle inversion, en finissant par renverser le sens des mots utilisés dans leur contraire. Montrons le sur deux exemples pris parmi bien d'autres possibles.

Egalité. La revendication d'égalité est issue des révolutions démocratiques de l'Europe moderne et contemporaine. Elle a été rapidement, souvent dans le cours même de ces révolutions, retournée contre les limites que la bourgeoisie et, plus largement, l'ensemble des classes possédantes, ont cherché à imposer à ces bouleversements révolutionnaires. Cette revendication possède

donc une portée subversive, potentiellement dangereuse pour l'ordre social capitaliste. Cette menace qui perdure de nos jours se trouve conjurée dans et par le discours néolibéral à travers une double procédure. D'une part, l'égalité est réduite à la seule égalité juridique et civique, l'égalité formelle des individus face au droit, à la loi et à l'Etat, la seule forme d'égalité qu'exigent et que tolèrent à la fois les rapports capitalistes de production. Quant à l'égalité réelle, l'égalité des conditions sociales, elle est rejetée comme synonyme d'uniformité et d'inefficacité, voire comme attentatoire en définitive à la liberté individuelle.

D'autre part, pour tenter d'atténuer les effets potentiellement dévastateurs de la contradiction entre l'égalité formelle et l'inégalité réelle, le discours néolibéral se rabat sur la douteuse notion d'«*égalité des chances*», qui ignore ou feint d'ignorer l'inégalité des chances entre les individus dans la lutte pour l'accession aux meilleures places dans la hiérarchie sociale, qui résulte de leurs situations socio-économiques et culturelles respectives dans la société. Au terme de cette double procédure, le mot égalité est devenu propre à désigner l'inégalité sociale et sa perpétuation à travers les luttes de places et de placements. Dans le discours néolibéral, «*L'égalité, c'est l'inégalité !*»

Marché. La pensée libérale fétichise le marché dès ses origines; et le discours néolibéral reprend ce fétichisme à son compte, en le poussant jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Conformément à ce fétichisme, il dénomme et qualifie la société capitaliste de «*société de marché*». Ce faisant, il occulte deux phénomènes majeurs. Le premier est tout simplement l'existence du capital comme rapport de production, fondé sur l'appropriation privative des moyens sociaux de production, autrement dit sur la monopolisation de ces moyens par une

petite minorité de membres de l'humanité et l'expropriation du restant de l'humanité. Quant au second, c'est la centralisation croissante des capitaux, inhérente à leur accumulation, qui aboutit aujourd'hui à conférer une structure d'oligopole à une majorité de branches de la division sociale du travail, et cela au niveau planétaire. Dans ces conditions, faire l'apologie du marché concurrentiel, c'est faire preuve de bêtise ou de cynisme. Dans les deux cas, cependant, sous ce rapport encore, pour le discours néolibéral, «*Le marché, c'est le monopole !*»



Propriété. Comme son ancêtre, la pensée libérale, le discours néolibéral défend bec et ongles la propriété privée, en assimilant sous cette forme juridique des rapports sociaux tout à fait hétérogènes: la propriété de moyens de consommation, éphémères ou durables, ordinaires ou luxueux, par des ménages (des individus ou des familles), résultant de leurs revenus; la propriété, là encore individuelle ou familiale, de leurs moyens individuels de production par les travailleurs indépendants, résultats et instruments de leur travail personnel; enfin la propriété capitaliste, propriété

de moyens *sociaux* de production, au double sens où ils ne peuvent être mis en œuvre que par du travail social (la combinaison de multiples forces de travail individuelles) et où ils sont les résultats de l'exploitation d'un tel travail social, le plus souvent sur des générations. L'intérêt idéologique de cette confusion, ses effets de légitimation de la propriété capitaliste sont du même coup manifestes. Là encore, cependant, dans la mesure où cette propriété est fondée sur l'expropriation de l'immense majorité des producteurs, ce bénéfice idéologique est obtenu moyennant une inversion de sens. Dans le discours néolibéral, «*La propriété, c'est l'expropriation !*»

Réforme. Pendant des décennies, en gros de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la présente crise du capitalisme, au sein du mouvement ouvrier ou en marge de celui-ci, le mot réforme a désigné des transformations des rapports capitalistes de production, de propriété ou de classes destinées à améliorer la condition des travailleurs salariés en général. En dépit des illusions réformistes qui ont pu les accompagner mais aussi en partie grâce à elles, de telles réformes ont été au cœur du compromis fordiste précédemment évoqué, tout comme plus largement de la dynamique même du capitalisme que ce compromis a encadré et soutenu. Aujourd'hui, au contraire, lorsque idéologues et politiciens néolibéraux parlent des nécessaires 'réformes' à entreprendre, ils entendent remettre en cause non seulement les acquis des travailleurs, fruits de leurs luttes antérieures, mais encore le principe même selon lequel le sort des travailleurs pourrait s'améliorer à la faveur de la transformation des rapports capitalistes de production. C'est ainsi que la «*réforme des retraites*» conduite en France en 2003 par le gouvernement Raffarin va très certainement générer une dégradation du pouvoir d'achat des retraités au cours des prochaines décennies, en faisant réapparaître le spectre de la vieillesse indigente. Dans le discours néolibéral, «*La réforme, c'est la contre-réforme !*»

L'oblitération de sens

Le second procédé rhétorique auquel a régulièrement recours le discours néolibéral est *l'oblitération de sens*. Procédé à la fois opposé et complémentaire du précédent, il consiste

non pas à imposer l'usage d'un terme ou d'un sens sous couvert d'un terme ou d'un sens contraire, mais à rendre inaccessible, impraticable, un sens ou un terme par l'intermédiaire d'un autre qui lui fait obstacle ou écran. Autrement dit, il ne s'agit plus d'imposer de penser selon certains termes mais au contraire d'empêcher de penser selon certains termes, de bannir certains mots et, à travers eux, certains concepts et, partant, certaines analyses théoriques dont ces concepts sont les instruments. Là encore, deux exemples suffiront à illustrer la manière dont le discours néolibéral use du procédé.



Capital humain. Par cet oxymore (comme si le capital pouvait avoir quoi que ce soit d'humain !), le discours néolibéral désigne en fait la force de travail, les capacités physiques, morales, intellectuelles, esthétiques, etc., que tout sujet humain, en fonction du degré de civilisation de la société qui est la sienne et de sa position dans la division sociale du travail, met en œuvre dans les tâches productives qu'ils effectuent et que, dans le cadre du rapport capitaliste de production il est contraint de mettre en vente pour obtenir en contrepartie un salaire. Oblitérer le concept de force de travail, c'est évidemment masquer la source de toute valeur, le travail humain, la mise en œuvre productive de la force de travail, ainsi que le secret de la valorisation du capital lui-même, l'exploitation de cette même force de travail, plus exactement de la combinaison des innombrables forces de travail individuelles que le capital s'approprie. Autrement dit, c'est occulter l'exploitation et la domination du travail par le capital.

Charges sociales. Bête noire de petits mais aussi quelquefois des grands capitalistes, les «*charges sociales*» n'en sont pas moins insupportables pour les hommes politiques et les penseurs néolibéraux. Cette curieuse expression ne

désigne pourtant pas autre chose que la *part socialisée du salaire*: la part du salaire qui n'est pas directement et immédiatement perçue par chaque travailleur salarié pris individuellement mais qui est centralisée en une sorte de fonds salarial social servant à verser des prestations venant soit compléter le salaire direct soit se substituer à lui lorsque, dans des circonstances particulières (la charge d'enfants, la maladie, l'accident de travail, l'invalidité, la retraite), ce dernier s'avère insuffisant ou même inexistant, de manière temporaire ou durable. Ne pas identifier ces «*charges sociales*» comme une partie du salaire, en parler comme d'une espèce de surcoût venant s'ajouter au coût salarial réduit au seul salaire direct, c'est rendre incompréhensible ce qu'est le salaire (le prix de la force de travail) et ce qui le mesure (la valeur de la force de travail, le coût social de sa reproduction). Mais c'est évidemment aussi se mettre en position de contester la légitimité de ce soi-disant surcoût, en proposant de pratiquer des coupes plus ou moins claires dans les éléments qui le composent. Autrement dit, c'est proposer purement et simplement de réduire la valeur de la force de travail, d'aggraver en conséquence l'exploitation des travailleurs, d'étendre et d'intensifier la pauvreté et la misère dans leurs rangs.

Dettes publiques. Voici une autre bête noire des néolibéraux, toujours prompts à dénoncer l'appétit vorace du Moloch étatique, la mauvaise graisse qu'il fait, le régime au pain sec et à l'eau auquel il conviendrait de le mettre pour lui faire rendre son dû. Il est singulier qu'ils parlent si souvent de la dette publique et si rarement (presque jamais) de ce qui en est pourtant le complément et la condition, le crédit public. Car, pour que l'Etat puisse s'endetter, encore faut-il qu'ils trouvent des prêteurs prêts à lui fournir les recettes que ce même Etat ne trouve pas à se procurer par le biais des prélèvements obligatoires, notamment par l'impôt. Mais qui sont ces généraux créanciers ? Essentiellement des banques, des compagnies d'assurance, des fonds d'investissement, des fonds de pension – en un mot le capital financier. Si ce dernier prête si généralement ses fonds à l'Etat, c'est qu'il s'agit là pour lui d'un placement particulièrement sûr et honnêtement rémunérateur sur le long terme, en l'autorisant à prélever au titre des intérêts une partie des impôts, donc de la richesse sociale produite. Mais si ce capital dispose de pareils fonds, pourquoi l'Etat ne s'en empare-t-il directement, par l'intermédiaire de l'impôt ? Pourquoi doit-il emprunter ce qu'il pourrait prélever, en évitant du même coup

d'avoir à s'endetter ? Question sacrilège, dont il s'agit justement d'interdire qu'elle ne soit posée... en évitant de s'interroger sur le mécanisme du crédit public, en mettant précisément l'accent sur la seule dette publique !

Flexibilité. Maître exigence du capital dans la phase critique actuelle de son procès transnational de reproduction, la flexibilité est en même temps une donnée structurelle du capital qui correspond à l'instabilité fondamentale qu'il imprime à l'ensemble des conditions de sa reproduction. Car l'invariance de la structure du rapport capitaliste a précisément pour exigence le changement permanent des éléments pris dans cette structure. L'univers du capital répond bien à cette formule que Lampedusa met dans la bouche du personnage principal de son roman, *Le Guépard*, qui comprend que, face à la montée au pouvoir de la bourgeoisie, sa classe (l'aristocratie) va devoir accepter le changement et s'y adapter pour conserver ses privilèges : «*Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi.*»² Autrement dit, exiger la flexibilité de tout et de tous à tous les moments et faire l'apologie du changement, c'est exiger de se plier à l'inflexibilité de la domination du capital et c'est masquer la permanence de sa domination.

La langue du fétichisme économique

Comme c'est souvent le cas, il existe un lien étroit entre le contenu du discours néolibéral, sa vision ou compréhension des rapports sociaux, et sa forme, notamment les procédures rhétoriques qu'il met en œuvre. Avançons une hypothèse à ce sujet.

Le discours néolibéral procède de ce que Marx nommait le fétichisme des rapports capitalistes de production. Disons simplement que, pour Marx, ce fétichisme se réduit en définitive à *réifier* (transformer en choses) les rapports de production, partant les hommes que ces rapports médiatisent et qui en sont les acteurs, ainsi qu'à *déifier* (sacraliser) les choses en leur attribuant des qualités ou propriétés qu'elles ne doivent qu'à leur fonction de supports de ces rapports mais qui, du coup, paraissent leur appartenir en propres et leur confèrent une apparence surhumaine³. Ainsi la marchandise semble-t-elle posséder par elle-même la mystérieuse propriété d'être valeur et de s'échanger contre ses semblables en des rapports qui échappent à la maîtrise, à la volonté et même à la conscience des hommes qui en sont pourtant les producteurs. L'argent, sous forme d'une simple pièce de

métal, d'un vulgaire bout de papier ou d'une carte à puce électronique, semble posséder la non mystérieuse capacité de pouvoir s'approprier n'importe quel produit du travail humain et de pouvoir commander par conséquent l'activité des producteurs. Et, devenu capital, l'argent semble même doté du pouvoir surnaturel de se mettre en valeur par lui-même, d'engendrer de l'argent comme le poirier produit des poires (comme le disait ironiquement Marx), en un mot de s'auto-engendrer à l'image des dieux, en pliant tout (l'ensemble des conditions matérielles et sociales de la production) et tous (les producteurs) aux exigences de sa reproduction.



Le concept de fétichisme permet à Marx d'expliquer plus qu'une simple illusion de la conscience des agents économiques, capitalistes aussi bien que travailleurs salariés. A travers lui, c'est de l'apparence même que revêt le mouvement économique de la société capitaliste dont il cherche à rendre compte: de la manière réelle dont se manifeste un mouvement dans lequel les hommes sont réifiés tandis que les choses qu'ils produisent accèdent au statut de puissances surhumaines, dans lequel les sujets deviennent des objets et les objets des sujets qui les dominent, un mouvement qui combine selon les propres termes de Marx «*la personnification des choses et la réification des rapports sociaux, cette religion de la vie quotidienne*»⁴, «*la subjectivation des choses, la chosification des sujets, l'inversion de la cause et de l'effet, le quiproquo religieux*»⁵. Ce monde à l'envers, qui est notre univers quotidien,

voilà le théâtre d'ombres qui sert de cadre, de référent et d'objet au discours néolibéral: ce dernier rend très exactement compte de ce monde tel qu'il est. Ou, plus exactement, tel qu'il serait s'il n'était pas précisément pure apparence: s'il ne procédait pas du fétichisme. C'est bien en quoi réside d'ailleurs sa portée idéologique : elle consiste à conforter cette apparence, en la masquant en tant que telle, pour faire croire que la réalité s'épuise dans cette apparence, il en entretient le «*quiproquo religieux*» dans sa forme vulgaire et il le tente de le conforter dans et par ses constructions théologiques. Autrement dit, le discours néolibéral cherche à nous faire croire que ce monde à l'envers dans lequel les choses (marchandises, argent, moyens de production, titres de propriété, etc.) commandent aux hommes qui en sont pourtant les producteurs est non seulement le seul monde possible mais le meilleur des mondes.

A partir de là, on peut aussi comprendre les deux opérations fondamentales qui sont à l'œuvre dans sa rhétorique, l'inversion de sens et l'oblitération de sens. Transformer les sujets en objets et les objets en sujets, faire passer les hommes pour des choses et les choses pour des puissances surhumaines, telle est en définitive l'alpha et l'oméga de l'inversion de sens auquel procède la plupart des concepts clés autour desquels s'articulent le discours néolibéral. En ce sens, il constitue dans une certaine mesure la langue du fétichisme économique. Rendre simultanément impraticables les voies qui mènent à l'élaboration ou à l'emploi des notions critiques qui permettraient de dénoncer l'opération précédente, donc de renverser ce monde à l'envers, refouler ces notions critiques de l'usage courant, les effacer de la mémoire de ceux qui avaient pu les acquérir un moment, telle est la fonction complémentaire de l'oblitération de sens. Car il ne suffit pas de faire l'apologie du monde à l'envers; encore faut-il masquer ou discréditer les leviers critiques qui permettraient de le remettre à l'endroit.

Alain Bihr

¹ *La novlangue néolibérale. La rhétorique du fétichisme économique*, Editions Page deux, Lausanne, 2007 - 240 pages, 16 euros - disponible dans toutes les bonnes librairies fin septembre/début octobre.

² «*Si nous voulons que tout reste en l'état, il faut que tout change*».

³ Cf. à ce sujet *La reproduction du capital*, Lausanne, Editions Page deux, 2001 ; et Antoine Artous, *Le fétichisme chez Marx*, Syllepse, 2006.

⁴ *Le Capital*, Paris, Editions Sociales, 1960, tome VIII, page 208.

⁵ *Théories sur la plus-value*, Paris, Editions Sociales, 1978, tome 3, page 582.

Nous reprenons ici un débat commencé il y a plus d'un an et évoqué dans plusieurs numéros de notre revue. On publie cette fois une contribution de membres des Amis de l'Emancipation Sociale (AES) qui, partant de réflexions initiées par les Collectifs unitaires antilibéraux, développent trois aspects : le type de régime auquel nous avons à faire aujourd'hui avec la présidence Sarkozy, l'état de la Gauche et les possibilités de mobilisation et, pour finir, la construction d'une Gauche de transformation sociale.

Le débat va se poursuivre, dans tous les groupes politiques, chez nos lecteurs, et se retrouvera bien sûr dans nos colonnes !

Réflexions pour caractériser la période politique actuelle

Le sarkozysme ?

Une idée largement répandue consiste à penser que le régime installé après l'élection présidentielle est une Droite dure, néo conservatrice qui serait inébranlable, que pour le moins nous en aurions pour 5 ans, avec toutes les conséquences que l'on peut imaginer en matière de régression sociale. En fait, si la classe dominante manifeste la volonté sous la pression des directives européennes, de faire en sorte que le « retard » français soit comblé en matière de privatisations des services publics, de casse du droit du travail, de remise en cause de la fonction publique, du droit à la santé, de la stigmatisation des étrangers ... elle connaît une situation extrêmement difficile.

La stratégie de Sarkozy reposait initialement sur la capacité d'obtenir une croissance d'au moins 3 % afin de contenir le chômage tout en développant la précarité ; or, les 14 milliards de cadeaux fiscaux qui aggravent la dette seront de peu d'effet en matière de relance d'autant que la crise immobilière et financière plombe désormais la croissance aux Etats-Unis et en Europe. L'état de grâce conjoncturel dont bénéficie Sarko est déjà en train de s'effriter ; il reposait sur la croyance des classes moyennes de la possibilité d'accroître leur pouvoir d'achat, voire leur richesse (droits de succession, réductions fiscales) et sur le désir de « travailler plus pour gagner plus ». Bien que Sarko va tout faire pour retarder la TVA sociale jusqu'aux municipales, ces mesures ont été largement éventées et, dans sa propre majorité, des voix discordantes se sont fait entendre, dramatisant encore la situation, à preuve, les propos de Fillon déclarant qu'il était à la tête d'un Etat en faillite. En outre, la boulimie sarkozienne de contre réformes, son marketing politique tous azimuts ne laissant plus aucune place aux membres du Gouvernement, commencent à créer des zizanies au sein de son propre camp, à preuve, la réforme retoquée par le Sénat sur l'empreinte ADN dans la gestion des regroupements familiaux, à preuve également la mobilisation d'un certain nombre d'élus UMP contre la suppression de tribunaux.

Cette Droite dure est donc en même temps très fragile et le style de gouver-

nement de Sarkozy commence à laisser percer ironies et moqueries. En outre, la politique d'alignement sur les néo conservateurs américains et plus particulièrement, la volonté que manifeste le clan bushien de bombardier l'Iran, a provoqué un certain nombre de remous qui risquent de s'amplifier, d'autant que notre présence en Afghanistan et « notre » volonté de réintégrer l'OTAN ne peut, au fil du temps, que provoquer des réactions de rejet y compris au sein de la fraction encore gaulliste de la Droite.

Une Gauche en faillite ?

Et après ?

Le PS est le seul parti en Europe qui n'a pas encore pu assurer de manière irrémédiable sa mue en parti centriste. En effet, que ce soit en GB, en Allemagne, en Italie, en Espagne, ceux qu'on appelle les sociaux libéraux ne sont en fait que des centristes droitiers qui, pour la plupart ont déjà mis en oeuvre un certain nombre de mesures préconisées aujourd'hui par Sarko en France. D'ailleurs sans attendre 5 ans, des leaders les plus en vue du PS ont déjà franchi le pas pour appliquer avec Sarko la politique qu'ils avaient en tête à l'image de leurs frères européens. L'apparition de Bayrou et de son parti centriste, ainsi que la proximité des échéances municipales et cantonales, freinent encore les ardeurs de la majorité des dirigeants du PS pour transformer définitivement le PS en parti blairiste. Toutefois, les tensions demeurent fortes au sein de cette organisation qui avait, ou qui aurait encore, la vocation de capter les suffrages populaires. Ainsi, chevénementistes, mélenchonistes, voire jospinistes, voudraient retenter l'aventure en cul de sac de la Gauche plurielle qui n'est plus rien et ce, afin d'éviter l'émergence d'une Gauche de transformation sociale. Quant au PC, ébranlé par son faible score aux présidentielles, désormais divisé sur la stratégie à suivre, il maintiendra au moins jusqu'aux municipales sa volonté d'alliance avec le PS pour conserver des places et des financements. A la Gauche de la Gauche l'émiettement est toujours aussi mortifère quoique un certain nombre de discussions commencent à être initiées

pour tenter des regroupements problématiques à la manière de die Linke en Allemagne.

Toutefois, ce vide politique, cette absence de représentation politique des classes populaires ouvrent une potentialité de boulevard qu'il est nécessaire d'emprunter. Pour l'heure si la mobilisation s'avère difficile, les effets des mesures Sarkozy, la précarisation de la société, la baisse du pouvoir d'achat, ne peuvent que susciter des mouvements populaires dont la traduction politique se cherche. Au 21^{ème} siècle, la question qui va commencer à tarauder l'ensemble des militants agissant pour « un autre monde », y compris pour sauver la planète, est celle des moyens dont il convient de se doter sans reproduire ceux qui ont failli.

Le dépassement des formes traditionnelles de contestation politique

En France tout particulièrement et ce, depuis la Charte d'Amiens, une distinction s'est inscrite dans la réalité : il y a ceux qui feraient de la politique, au sens noble du terme, dans les partis, et ceux qui seraient chargés des revendications économiques, l'apanage des syndicats. Pendant la période dite keynésienne, jusque dans les années 75-80, cette distinction a pu sembler démontrer sa pertinence quoique, elle fut successivement ébranlée notamment en mai 68, lors des mobilisations autour des Lip, dans les coordinations (des infirmières ...), et dans la dernière période, par des organisations de résistance aux effets déléteurs du libéralisme : comités de défense des services publics, des immigrés, des sans papiers, des sans toits ... En outre, la constitution d'ATTAC, la participation à cette organisation de syndicats, de mouvements associatifs si elle a désormais posé au niveau global, en terme d'éducation populaire, la liaison du politique, du syndical et de l'associatif, a évité, pour autant, de poser le problème du pouvoir. Sans perspectives politiques, ce type même d'organisations, malgré leur pertinence, trouve très vite ses limites.

Enfin, de manière récurrente, dans

les quartiers populaires, des réactions émeutières se sont fait jour qui marquent également la nécessité de leur traduction politique et ce, malgré le travail réalisé par des associations telles le MIB, les Indigènes de la République, Divercité, les Motivés ...

Sans condamner la possibilité de constitution d'un parti de transformation sociale, qui ne resterait pas à l'état de secte, tout porte à penser qu'il s'agit désormais de résoudre, pour le moins de surmonter, les contradictions suivantes qui séparent ce qui serait de l'ordre de la politique et ce qui serait de l'ordre du mouvement social, ce qui serait spécifique de ce qui serait de l'ordre du général ; ainsi, les associations de défense des services publics, des quartiers, de lutte pour les droits des étrangers, s'adressent au Gouvernement et aux partis politiques pour qu'ils prennent en compte leurs propres indignations sans poser le problème politique de la transformation sociale. Enfin, et plus généralement, c'est la séparation entre ce qui serait du domaine de l'expert ou du parti d'avant-garde et celui des classes populaires qui n'auraient qu'à reconnaître la pertinence de leurs leaders.

Faire prévaloir l'intelligence collective et la déconstruction de la pensée dominante pour des mobilisations culturelles, écologiques, sociales et politiques passe bien évidemment par l'auto organisation à la base dans des Collectifs où les différentes sensibilités devraient se retrouver afin de faire émerger un projet émancipateur partagé. Dans ces regroupements, les militants des partis politiques, des associations, des syndicats, comme ceux qui n'adhèrent à aucun d'entre eux, ont toute leur place. C'est dans ce creuset, cet espace politique nouveau, que peut se construire une Gauche de transformation sociale dans toutes ses composantes.

Sans attendre les mobilisations qui ne manqueront pas d'apparaître, il convient pour le moins de lancer des campagnes de contre information contre la politique de Sarkozy en montrant son caractère régressif, et en réfléchissant avec les autres composantes du mouvement aux propositions et projets alternatifs à faire émerger et partager. En outre, nous devons rester attentifs aux risques de guerre et de manipulations en tous genres dont nous abreuvons les classes dominantes.

Grève du 18 octobre : Vers un "Tous ensemble" ?

Au moment où nous bouclons le présent numéro d'ACC, l'idée d'un grève interprofessionnelle, qui serait le début d'un mouvement puissant s'inscrivant dans la durée, fait son chemin. A l'heure qu'il est, les obstacles à franchir sont encore nombreux.

Pourtant, pour qui raisonne et observe la situation politique et sociale, les choses sont claires : on ne peut pas accepter sans réagir fortement les terribles régressions sociales programmées ces temps-ci, sauf à accepter d'avance que d'autres, plus terribles encore, nous tombent dessus les prochains mois.

Pour la plupart des appareils syndicaux aussi, les choses sont claires : ils s'efforceront de tout faire pour protéger l'ordre établi qui les nourrit. Ce qui s'est passé récemment l'illustre parfaitement: les grands appareils ont manœuvré pour diviser et émietter les luttes, à défaut de pouvoir les empêcher. Ils avaient prévu une ou deux manif et une grève pour la mi-octobre et une autre grève, pour d'autres salariés, à la mi-novembre.

Cette tactique, grossière, est généralement assez efficace, hélas. Mais il se pourrait qu'aujourd'hui, une partie de la base retrouve suffisamment d'autonomie et de dynamisme pour contrer les décisions des apparatchiks. Ainsi, des militants de sections départementales (Créteil) de syndicats de l'Education Nationale se rebiffent et décident par eux-mêmes, pour eux-mêmes. Ils lancent, dans l'unité, (hormis la CFDT, ouf !) un :

APPEL A LA GREVE JEUDI 18 OCTOBRE 2007

Les déclarations du président Sarkozy marquent une offensive supplémentaire et généralisée contre les salariés et ouvrent une période cruciale pour la défense des acquis de tous les salariés, ceux du public et ceux du privé. (...)

[suit une énumération des attaques sur les retraites, le statut et les emplois de fonctionnaires, la Sécurité sociale, les salaires, les libertés]

Les organisations syndicales signataires s'opposent totalement à ces mesures destructrices (...)

Le retrait du CPE et l'abrogation du décret de Robien montrent que la mobilisation dans l'unité peut faire reculer le gouvernement. La défense des régimes spéciaux, la défense de nos retraites, de nos statuts, c'est une bataille cruciale pour tous les salariés. (...)

Les organisations syndicales de l'académie de Créteil soussignées, se prononcent pour que le 18 octobre soit une journée de grève et de manifestation de la fonction publique et des secteurs privés **pour le retour aux 37,5 années pour tous à taux plein, public-privé, pour la retraite à 60 ans maximum, contre tout nouvel allongement de la durée de cotisation (...)**

SNES-FSU, SNFOLC, CGT-Educ'Action, SNETAA-EIL, SUD-Education, SNUEP-FSU, SUNDEP, SNPEFP-CGT, CNT.

L'initiative de Créteil (et d'autres) a suffisamment fait monter la pression pour que, le 3 octobre, l'appareil FSU appelle à son tour à la grève du 18 octobre, dans des termes qui trahissent la trouille qui semble gagner Aschiéri et sa bande : "*La FSU appelle les enseignants et les fonctionnaires à faire grève le 18 octobre, dans l'attente d'une autre mobilisation en novembre*". Bref, il faut faire grève pour... attendre ! Ils ne nous l'avaient encore jamais faite, celle-là !

Par contre, il y a longtemps que l'on sait qu'ils sont complices du pouvoir pour nous faire bosser 40 ans au moins. Ils ne l'ont jamais clairement avoué, bien sûr. Mais c'est encore une fois visible dans le communiqué du 3 octobre où la FSU appelle à "*se mobiliser pour défendre les retraites*". Pas un mot sur la revendication des 37,5 ans qui est pourtant en l'occurrence la seule qui puisse justifier et faire réussir une grève unitaire.

Mais on sait bien qu'il n'y a rien à attendre de l'appareil de la FSU; on peut même tout en craindre. La bonne stratégie, pour la période, est pourtant assez facile à définir. Les syndicats de l'académie de Créteil en donne l'exemple; la tendance syndicale "Emancipation", essentiellement présente dans la FSU l'a précisée dans un appel que nous reproduisons sur les deux pages suivantes. La démarche et les revendications décrites concernent l'Education Nationale, mais sont généralisables à tous les secteurs professionnels...

"Tous ensemble !" ?

Contre ce pouvoir qui casse, mobilisons nos établissements...et nos syndicats !

Le programme politique réactionnaire Sarkozy/Fillon/UMP/MEDEF, se met en place sans perte de temps. Les lois anti-sociales et répressives imposées dans la précipitation (TEPA (Travail, Emploi, Pouvoir d'Achat), "autonomie" des universités, "récidive", "service minimum", véritable attaque du droit de grève qu'il est prévu de généraliser aux différents secteurs, "immigration et regroupement familial", avec test ADN...), aggravent tout ce qu'elles prétendent améliorer. Ce qui compte, c'est d'en finir avec les acquis politiques, sociaux, culturels, d'accueil des étrangers de ce pays, de gommer les luttes sociales (1945; 1968), de réécrire l'histoire, en imposant une lecture de Guy Môquet, hors de tout contexte historique, tout en s'ingéniant à faire disparaître l'héritage progressiste du Conseil National de la Résistance (la Sécu, avec les franchises médicales, le statut, de la fonction publique, le préambule de la Constitution de 46, repris en 58...), ou à vouloir faire oublier le rôle fondamental des étrangers dans la Résistance.

Jouant du mieux qu'il peut de l'explosion en plein vol d'une "gauche" qui oscille entre le ralliement à Sarkozy ou à ses idées, ce dernier, au delà de ses gesticulations démagogiques et populistes prétend construire une société totalement inféodée aux impératifs politiques et financiers du capitalisme le plus dur, du patronat et des plus riches, bénéficiaires du "bouclier fiscal". Il mène en fait une véritable guerre de classe et pour tenter de limiter les réactions, il réprime les travailleurEs et les militantEs qui ne se résignent pas au genre de société qu'il veut imposer (Roland Veillet; Florimond Guimard du RESF 13 ; Catherine Bernard, AS de Belfort ; lycéens...).

Dans cette confrontation de classe, les forces progressistes, le mouvement syndical sont investis d'une responsabilité historique : organiser immédiatement une riposte à la hauteur des attaques actuelles et annoncées.

Les directions syndicales attendent...

Que le pouvoir ait fini de dynamiter les acquis, « dans la concertation »

Les travailleurEs de tous les secteurs sont attaqués : pourtant, les directions des confédérations, on ne peut plus divisées, tergiversent pour appeler à la mobilisation unitaire. Reçues plusieurs fois - officiellement, comme clandestinement- par Sarkozy, elles voudraient que les agressions, comme la remise en cause des régimes spéciaux, ne soient pas imposées mais négociées. **Mais il n'y a rien à négocier : sans luttes et sans rapport de force, le Pouvoir applique le programme rétrograde du candidat UMP, et les entrevues ne font que donner à croire qu'il y aurait concertation, compromis acceptable, alors qu'il s'agit simplement de caution, quand ce n'est pas de la compromission.**

Les services publics sont particulièrement visés : en plus du contentieux sur les salaires et l'emploi et des suppressions massives de postes, qui iront jusqu'au non remplacement d'un départ à la retraite sur deux, Sarkozy a annoncé le 19 septembre un véritable "dynamitage des principes fondateurs de la fonction publique"; **les directions des fédérations de fonctionnaires ne réagissent pas immédiatement, comme l'attendent et le demandent les personnels débattant d'échéances à un mois sans même tomber d'accord sur une date, pour impulser la mobilisation.**

L'Éducation nationale est au bord de l'asphyxie : les conditions désastreuses de la rentrée, tant du point de vue des élèves que des personnels (effectifs de plus en plus chargés; heures supplémentaires en augmentation; et utilisation aggravée de la précarité comme variable d'ajustement au mépris des personnes; transformation des écoles publiques en EPEP, sous contrôle municipal; privatisation aggravée, avec le recrutement local à l'université dans toutes les catégories, en plus des précaires de statuts divers et avec le décret d'application de l'article 89 de la loi de 2004, qui impose aux communes de subventionner des écoles privées situées en dehors de leur territoire...) **couplées à l'annonce de suppressions de postes d'une ampleur jamais égalée, auraient nécessité une réaction syndicale d'envergure dès les premiers jours de l'année scolaire... Et on attend toujours, un mois après la rentrée, quelque chose qui ressemble à une proposition d'action.**

Les directions syndicales ne répondent pas aux exigences de riposte, de résistance, de dignité de leurs adhérents. Bien que certaines organisations aient montré la voie du boycott, le plupart acceptent de pseudo concertations (et autres "livres verts"), où elles poursuivent l'illusion de gratter quelques miettes sur "la représentativité" ou "le dialogue social". Il est pourtant possible d'agir autrement, comme le font l'intersyndicale du 93, les collectifs de non titulaires ainsi que le collectif d'organisations étudiantes et universitaires, qui œuvre à mobiliser sur le terrain, pour l'abrogation de la loi Pécresse sur l'université.

En ne se donnant pas les moyens de mobiliser, en acceptant de discuter de la mise en place de la politique annoncée, les directions syndicales laissent le temps à Sarkozy de développer ses campagnes démagogiques, de sortir les textes qui modèlent une société qui n'a rien à voir avec les principes défendus par le mouvement syndical. Elles prennent le risque de laisser isolés les travailleurEs, les établissements, les secteurs, qui refusent cette situation et qui entrent en lutte et de laisser le Pouvoir utiliser la répression pour traquer celles et ceux qui lui résistent: (1)

L'Emancipation considère que la lutte sans faille contre la répression,

notamment de celles et ceux qui refusent les lois liberticides et le contrôle social est une exigence pour espérer gagner touTEs ensemble sur les revendications.

Nous ne pouvons laisser faire !

Partout, dans les universités, dans les écoles, les lycées, les collèges, dans les quartiers, quelque soit notre catégorie, notre statut, titulaires ou non, syndiquéEs ou non, militantEs ou non, nous ne pouvons laisser détruire l'École, les services publics, les garanties sociales et du travail, les droits humains...

Partout, réunissons des AG pour expliquer, s'il est encore besoin, la gravité de l'offensive du Pouvoir, définissons des revendications qui permettent une riposte au moins aussi cohérente que cette offensive :

- sur l'amélioration des conditions de travail, les **effectifs** (24 élèves par classe maxi avec tous les dédoublements nécessaires) et pour la **création de tous les postes nécessaires** (pour assurer les enseignements obligatoires, les options, l'encadrement éducatif, médical et social, l'aide et le soutien aux élèves dans le temps de service...), condition de survie d'un service public d'éducation pour touTEs. L'auto-réduction des effectifs, l'organisation de classes sauvages, peuvent permettre de mettre en évidence les besoins et d'associer les parents.

- sur le **refus des heures supplémentaires** : l'organisation de ce refus collectif doit être menée en parallèle avec la lutte pour le **réemploi et la titularisation sans conditions de touTEs les précaires**, avec celle pour obtenir

des **augmentations salariales uniformes** pour touTEs (sans travailler plus !), avec le refus de la mise en concurrence à tous niveaux (carte scolaire, conseil pédagogique, salaires au mérite...). L'accueil des non titulaires au chômage dans leur ancien établissement et/ou leur installation médiatisée sur des heures non assurées ou sur des regroupements d'heures supplémentaires sont des formes d'action qui illustrent bien les solidarités entre les situations.

- sur le refus de la destruction du peu que le collège a d'unique, du bricolage du BAC et du SMIC culturel qu'est le "socle commun", développons les passerelles entre le général le technique et le professionnel pour aller vers la fusion de ces enseignements pour tous les jeunes, soutenons les innovations des équipes et la mise en commun des pratiques pédagogiques.

- sur les droits sociaux : contre l'augmentation de la période de cotisation pour la retraite, y compris pour les régimes spéciaux, 37,5 annuités pour touTEs, maintien des solidarités (dépendance...) ; contre les franchises médicales, avec les initiatives du 29 septembre, contre les atteintes au droit de grève et le service minimum

- sur les libertés fondamentales : justice expéditive en particulier pour les mineurEs, utilisation du système éducatif pour ficher, dès la maternelle, les enfants et les jeunes (notamment avec Base Elèves et Sconet), traque des pauvres et des immigréEs collectivement désignéEs comme problème pour "l'identité nationale", et privéEs des droits les plus élémentaires au mépris des traditions d'asile pourtant emblématiques dans notre pays... Ce sont là les

premiers éléments d'un contrôle social généralisé.

- contre le nouveau projet de traité européen, dont la seule "simplification" résiderait en fait dans son adoption en dehors de tout contrôle des citoyens. Lutter pour l'Europe des travailleurEs est nécessaire, la CES et la CSI ne le font pas et les forums sociaux le font de moins en moins. Il faut organiser des solidarités dans les luttes et des réseaux intersyndicaux "non alignés".

Résistons dans tous les domaines et exigeons des directions syndicales qu'elles en fassent de même :

Chaque secteur, chaque établissement, chaque personnel a des raisons graves pour se mobiliser.

Le droit de grève est attaqué, défendons le avec l'ensemble des travailleurEs et leurs organisations, et usons-en !

(1) Le 22 octobre, jour du procès du militant RESF Florimond Guimard, SUD et la CNT ont appelé à la grève... mais pas la direction de la FSU, qui a tenu ce jour là un bureau national, alors qu'elle a déplacé tous les autres pour participer aux «réunions de concertation» sur le dynamitage de la fonction publique.

Rejoignons les cheminots dans la grève le 18 octobre !

Exigeons des directions syndicales nationales qu'elles appellent à la grève avec les travailleurs de la SNCF, le 18 octobre. Ce qui permettrait d'initier une dynamique de mouvement durable, à condition de l'accompagner d'un appel à organiser des AG intersyndicales et interprofessionnelles de grévistes pour se prononcer sur la poursuite de la lutte, et dans l'éducation d'un appel à manifestation nationale avec la participation avec les parents le plus rapidement possible après les congés de novembre. L'unité doit être favorisée, à tous les niveaux, entre les organisations syndicales de l'Education et de la Fonction Publique, de jeunesse et de parents mais elle ne doit pas se caler sur les moins mobilisées, ni retarder l'action au motif qu'il n'y a pas assez d'appelants. Chaque organisation, chaque secteur, chaque travailleur est devant ses responsabilités. Si les directions des syndicats représentatifs commettent l'erreur de ne pas appeler au 18, il appartient aux AG, aux intersyndicales à tous les niveaux de le décider et de se doter de relais de mobilisation et de contrôle de luttes (AG de secteur et départementales, coordinations). C'est en **ripostant touTEs ensemble à chaque attaque, quel que soit le secteur concerné** (privatisation d'EDF et de GDF, du fret ferroviaire...), qu'on préparera la **grève générale interprofessionnelle** nécessaire pour développer un rapport de force à la hauteur des attaques.

Collège national de l'Émancipation, le 23/09/07. Contact er.emancipation@free.fr ; Site <http://www.emancipation.fr>

Dans le cadre de nos échanges avec "Alternative Libertaire", nous publions ici une analyse parue dans le numéro 165 (septembre 2007) de cette revue qui paraît 11 fois par an. (Abonnement pour 11 numéros : 25 euros. Chèque à l'ordre d'"Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19; www.alternativelibertaire.org) "Alternative Libertaire" est disponible dans les maisons de la presse des villes grandes et moyennes, ainsi que dans les gares parisiennes.

A propos de justice

Le revers de la médaille

Alors que Nicolas Sarkozy a passé le cap des cent jours au pouvoir avec sa cote de popularité intacte, il y a lieu de s'interroger sur une certaine façon de s'opposer au personnage, qui a fait florès durant la campagne présidentielle du printemps dernier.

Celles et ceux des lecteurs d'*Alternative libertaire* qui sont dotés d'une boîte e-mail ont sans doute été inondés de ces innombrables caricatures du genre Sarko-nazi, puis bientôt de ces appels de détresse, de ces suppliques pathétiques à aller voter PS avant qu'il ne soit trop tard, avant la catastrophe finale ! Et, tandis que l'ex-tennisman Yannick Noah se vouait à l'exil en cas d'élection du nouveau Napoléon, s'installait une sorte d'atmosphère de peur. Le discours de Sarkozy était sans doute fondé sur la peur (de l'immigration, des voyous, des grévistes, des pédophiles, etc.), mais celui du PS n'était fondé que sur la peur de Sarkozy, alors que pour le reste, son programme était dicté par la volonté de coller à celui de l'UMP. On se souvient du « grand débat » opposant les deux finalistes, où l'on ne trouva pas l'ombre d'un désaccord politique fondamental.

Après le 1^{er} tour, le ralliement à la va-vite et sans conditions de Bové, LO et la LCR à Ségolène Royal n'a servi à rien sinon à laisser le champ libre au PS, désormais garanti sur sa gauche, pour poursuivre son repositionnement à droite, en espérant séduire... mais séduire qui ? L'électorat préfère toujours l'original à la copie.

Bientôt, le petit jeu de la diabolisation à outrance du candidat de l'UMP allait montrer ses effets négatifs.

Dans l'électorat, on s'est soudain rendu que... le cataclysme n'avait pas eu lieu. Sarkozy, non seulement n'avait pas installé le fascisme en France, mais encore qu'il avait « ouvert » son gouvernement, qu'il y avait fait monter des ministres noirs et arabes (pardon, « issus de la diversité », évitons les gros mots). Et que, comble du comble, l'Élysée avait satellisé plusieurs responsables socialistes : Kouchner, Besson, Bockel, Amara, Lang, pour les plus connus. Souvenez-vous, les gens pour lesquels on nous sommait de voter quelques semaines auparavant, pour sauver la civilisation de la barbarie ! Évidemment, cela a de quoi déboussoler n'importe quel pigeon – pardon – électeur, et le conforter dans l'idée que, finalement, *on lui a fait peur pour rien*.

Dans les mouvements sociaux, la fébrilité a laissé place, l'élection passée, à un sentiment d'abattement. Le « buzz anti-Sarko » avait, dans ici, été l'expression d'un renoncement, d'une perte de confiance en soi-même et dans la capacité des travailleuses et des travailleurs à se mobiliser, d'une délégation à la social-démocratie du soin d'incarner la résistance. Triste illusion. Tombeau de l'action.

En vérité, dénoncer le programme de l'UMP en s'abstenant de dénoncer le programme du PS – et surtout en s'abstenant de pointer leur analogie profonde –, sans recul critique, sans affirmer que c'était dans les luttes que se jouerait en premier lieu la question sociale, c'était se condamner à des lendemains démoralisants – et ce quelle que soit l'issue du scrutin.

Pour sa part, *Alternative libertaire* s'est tenue à égale distance des deux candidats de la bourgeoisie. À présent ? Nous ne sommes ni optimistes ni pessimistes. Nous sommes en septembre 2007, les difficultés vont commencer pour l'Élysée, l'état de grâce va s'estomper. Sarkozy est en première ligne, nous y serons aussi.

L'article paru dans ACC (n°186) sous le titre "**Vous avez dit justice?**" nous a valu une réponse de la part d'un lecteur dont nous publions volontiers un extrait, assorti d'un bref commentaire :

"... 1'auteur de l'article atteint le comble de la confusion quand il se dit écœuré par une justice incapable d'imposer l'application de ses propres jugements. Si l'on comprend bien, il ne s'agit pas d'une affaire pénale, mais d'une affaire civile. Dans ce cas la loi interdit aux juges de procéder à l'exécution de leurs propres jugements. Le monopole en est réservé à une corporation, les huissiers. Eux seuls ont le droit de contraindre le débiteur à s'acquitter des condamnations prononcées contre lui.

C'est donc aux huissiers de répondre, ici, de la non exécution des décisions de justices et des conséquences désastreuses qui en ont été la suite.

L'huissier est un archaïsme dans nos institutions. C'est un personnage qui achète une "charge" et son premier souci est de rentabiliser le capital qu'il a investi. Il le fait en multipliant les commandements et autres actes de procédure. Le créancier y trouve rarement son compte. C'est l'exemple même d'un service public assuré par le privé, et qui remonte à l'ancien régime..."

Dont acte, et merci au lecteur pour la précision que nous aurions dû apporter, mettant en cause ainsi un système effectivement archaïque.

Reste quelques questions. Dans cette affaire, le créancier a-t-il mandaté un huissier près du débiteur ? Si non, ce qui serait surprenant, l'avocat du plaignant s'en chargeant, on comprend qu'il n'ait pas obtenu gain de cause. Si oui, le débiteur se moque donc des décisions du tribunal et des injonctions du huissier. Dès lors, comment rendre justice à la victime ? Puisque le juge, au civil, ne peut procéder lui-même à l'exécution du jugement qu'il a rendu, et si l'huissier est inopérant, quel moyen existe-t-il pour contraindre le débiteur ? L'archaïsme ne se situe-t-il pas également dans ce hiatus service public/privé ? Il reste donc à réformer un tel dysfonctionnement.

I.T.E.R. : Un projet démentiel

Précisions: EPR, ITER: deux sigles qui pourraient créer la confusion dans l'esprit de bien des gens. Une précision sur leur signification est donc nécessaire.

EPR : Réacteur Européen à eau Pressurisée. Ce réacteur dit de troisième génération, est le successeur des réacteurs en fonctionnement dans les centrales nucléaires et en prolongement de vie. Il utilise la technique de la fission nucléaire qui consiste à casser de gros noyaux d'uranium, de plutonium pour produire des noyaux plus légers (déchets radioactifs) et de l'énergie. Sa construction, fortement contestée, devrait démarrer l'an prochain à Flamanville.

ITER : Réacteur Thermonucléaire Expérimental International. Il s'agit là d'un programme de recherche étalé sur plus de 30 ans pour tenter de maîtriser la fusion atomique à l'œuvre dans le soleil. Celle-ci consiste au contraire de la fission, à réunir des noyaux très légers (hydrogène) pour produire de l'hélium et une quantité d'énergie plus grande. On sait la provoquer dans les bombes H, mais on est toujours incapable de déclencher une réaction en continu pour exploiter cette énergie et ce, après cinquante ans de recherches.

Mythe et réalité.

Selon ses initiateurs, le réacteur expérimental ITER est la promesse d'une énergie quasiment illimitée, sûre et propre, au service du bien-être de l'humanité, participant à la lutte contre l'effet de serre. Chirac, alors Président de la République, ne déclarait-il pas que le projet permettrait de "tirer d'un litre d'eau de mer autant d'énergie que d'un litre de pétrole" ! A quoi l'on peut rétorquer comme l'a fait avec une grande lucidité le physicien S. Balibar: "on nous annonce que l'on va mettre le soleil en boîte. La formule est jolie. Le problème, c'est que l'on ne sait pas fabriquer la boîte": En effet le problème posé par ITER est bien une question de boîte (celle de Pandore?), la boîte en l'occurrence étant le réacteur lui-même, tant les obstacles sont importants et difficilement franchissables. Et s'ils pouvaient tous être surmontés (d'ici 40, 50 ans, plus ?) alors seulement on pourrait espérer une production d'électricité.⁽¹⁾

Quant aux promesses faites sur les qualités de l'énergie produite: propreté, sûreté, économie, disponibilité pour l'ensemble des êtres humains, on ne peut qu'être sceptique sur la réalité de ces dernières.

ITER sera propre

En fait il produira 30000 tonnes de déchets radioactifs. Le flux de neutrons générés par la fusion, en heurtant violemment les parois du réacteur va les rendre radioactives. "La quantité de matériaux radioactifs produits est du même ordre de grandeur que dans une centrale à fission." (I. Treiner, physicien)

ITER sera sûr.

Le réacteur va utiliser du tritium, gaz qui n'existe pas sur terre. C'est un dérivé de l'hydrogène, lequel fusionne difficilement. Or le tritium est particulièrement dangereux en cas d'inhalation. Sous forme d'eau tritiée il peut pénétrer dans la chaîne alimentaire et se fixer dans l'organisme. Il est difficile à stocker car il peut filtrer à travers tes matériaux. De plus il s'enflamme au contact de l'air. Selon le prix Nobel M. Koshiba qui s'est fermement situé contre le projet: "ITER est extrêmement dangereux du point de vue de la sûreté et de la contamination environnementale... Le tritium est hautement toxique avec une dose mortelle de 1 mg". Les deux kilos de tritium présents dans ITER "pourraient tuer 2 millions de person-

cela que ses concepteurs ont déjà imaginé son successeur DEMO censé 'mettre en application les découvertes et produire de l'électricité. Ensuite il utilisera du deutérium qu'on peut certes extraire de l'eau de mer, mais aussi, comme il a déjà été dit, du tritium qui lui doit être fabriqué. On ne sait le faire qu'en petite quantité, à un coût astronomique: 20 millions de dollars sont prévus dans le budget officiel d'ITER pour obtenir les 2 kg nécessaires aux expériences dont on espère tirer "une bouffée de chaleur pendant une durée record de 6 minutes" (édito du Réseau Sortir du Nucléaire).

ITER : une énergie économique.

C'est le programme de recherches le plus coûteux qui ait jamais été lancé, avec la Station Spatiale internationale. Il coûtera 10 milliards d'euros selon les estimations du physicien américain W.Parkins pour qui "l'histoire de ce rêve est aussi décourageante qu'onéreuse", et le coût des futurs réacteurs industriels pourrait atteindre 15 milliards de dollars l'unité, interdisant alors toute rentabilité. La part de la France sera d'un milliard d'euros sur 10 ans de chantier dont 467 millions à la charge des collectivités locales. Suivra un autre milliard pour les expérimentations devant s'étaler sur 20 ans. Et il y a fort à parier que les chiffres d'aujourd'hui seront dépassés.

ITER : une énergie pour le bien-être de tous.

La réalité est tout autre: une telle technologie ne peut qu'être réservée aux pays riches, compte tenu des investissements financiers, et...aux militaires. Citons le prix Nobel de physique P .G. de Gennes : "ces installations réclament les meilleurs techniciens... dans des conditions de sécurité optimales. Et ce serait littéralement impossible dans le tiers-monde. Mais surtout, pour des raisons de prestige, la France se veut le number one de l'énergie atomique - il n'était pas question pour ses dirigeants de laisser passer une telle aubaine, tout international que soit l'ITER. L'exception nucléaire, voilà à quoi veut arriver une minorité d'apprentis sorciers qui n'a que faire de l'opinion publique française et européenne qui, pourtant, déclare (sondage Eurobaromètre de janv.06) souhaiter que leurs gouvernements respectifs favorisent en premier lieu l'énergie solaire, naturelle il va de soi, dans les

NUCLÉAIRE: ÇA REPART !



nes... Le flux radioactif de 2 kg de tritium est à peu près du même niveau que celui produit par l'accident de Tchernobyl".

ITER fournira une énergie abondante.

Rien n'est moins sûr. Tout d'abord il est destiné à la recherche fondamentale... "et offre peu de chance de réussite"(Cl. Allègre). C'est sans doute pour

années à venir.

La volonté du lobby français: entreprises, sociétés industrielles, Etat, d'obtenir l'implantation du réacteur expérimental sur le sol français face à quatre autres pays candidats dont le Japon, a conduit la France à jouer de tout son arsenal diplomatique et à doubler sa participation financière dans le projet. "Prestige, avons-nous dit: on a toujours eu dans ce pays le goût pour les réalisations prestigieuses, mais aussi onéreuse: Concorde, Airbus A380. Le nucléaire n'a pas échappé à cet engouement: les centrales à fission sont présentées comme une étape transitoire avant l'arrivée de la fusion. Bien entendu l'Etat français restant un Etat jacobin, tous ces projets relèvent d'une centralisation qui fait fi de la démocratie, autorisant de la sorte les intérêts privés au détriment des collectifs. Pour en revenir à ITER, le débat public n'a porté que sur les conséquences et les modalités de l'installation, aucunement sur l'opportunité du projet. La présentation de ce dernier, généreusement relayé par les media, a eu des relents nauséabonds de propagande franchouillarde occultant les immenses incertitudes scientifiques, ou tout au plus les minimisant.

Par ailleurs le non-dit est la règle avec l'enjeu militaire. On sait, depuis 1952, fabriquer la bombe H: il suffit si l'on peut dire, d'ajouter quelques grammes de tritium qui, comprimé par l'explosion atomique, fusionne en dégageant une énergie dix fois plus grande. Fabriquer ce gaz n'est pas une mince affaire. Pour ce faire, des études, des recherches sont prévues, ce qui ne peut pas ne pas intéresser les militaires, non seulement français, mais aussi japonais, russes, européens, américains, chinois et coréens (Sud) puisque leurs pays respectifs sont impliqués dans le projet. Gageons que d'autres pays comme l'Inde, le Pakistan, la Corée du nord, Israël ouvriront tout grands yeux et oreilles. Même si l'objectif annoncé est purement civil, l'inquiétude est de mise car nul ne peut affirmer qu'un jour, lointain, la production d'électricité sera possible: Par contre c'est à court terme que les recherches peuvent aboutir à la fabrication d'armes de destruction massive.

ITER luttera contre l'effet de serre

Il est incontestable que la planète se réchauffe: en témoigne la fonte accélérée de la banquise, des glaciers. ITER: peut-il répondre à la situation? Si l'on retient les affirmations du président de l'Académie des Sciences, E.Brézin, c'est non. Il déclare: "il faut une singulière dose d'optimisme pour imaginer que l'utilisation industrielle de la fu-

sion mettra moins de cinquante ans pour être disponible (..) L'épuisement des ressources fossiles et surtout le réchauffement climatique sont des problèmes urgents et l'ITER ne doit surtout pas servir d'alibi" (souligné par la rédaction). Ainsi attendre une éventuelle solution avec ITER à l'effet de serre relève de l'inconscience et de l'irresponsabilité.

La place du nucléaire dans le bilan énergétique mondial reste marginale alors que les risques qu'il fait courir sont immenses: déchets, accidents (Tchernobyl), possession de l'arme atomique par des pays de plus en plus nombreux. Que l'on considère la fission ou la fusion ne change en rien problématique: d'un côté les dangers, de l'autre l'insuffisance énergétique pour toute l'humanité. En quarante ans, le nucléaire de fission n'a fourni que 5% de l'énergie mondiale et 2 milliards d'hommes n'ont toujours pas accès à la "fée" électricité. Et l'énergie issue de la fusion, si toutefois on arrive à la produire un jour, interviendra trop tard pour éviter les catastrophes humaines et environnementales. Il est grand temps que l'on admette ces perspectives et que l'on envisage d'autres solutions qui permettent un développement plus respectueux de l'environnement et qui soient davantage au service de l'homme; elles existent et sont connues, de plus elles sont beaucoup moins coûteuses(2).



Pour résumer

ITER est un gouffre financier; il porte en soi des risques énormes; il ne sert pas la cause de l'humanité; il ne peut répondre aux nécessités du moment (réchauffement climatique); il fait passer le techno-scientisme avant l'intérêt col-

lectif; il privilégie le centralisme et le fait du "prince" avant l'élaboration démocratique, niant par là l'opinion publique et s'inscrivant ainsi dans la tradition jacobine de la culture du secret que la population subit depuis l'avènement du nucléaire civil; son implantation en Provence (Cadarache déjà saturée de centrales) va causer d'irréremédiables dommages à la flore et à la faune; les créations d'emplois annoncées sont déjà revues à la baisse: au lieu des 3000 chercheurs et 10000 personnes sur le chantier annoncées par le journal L'Expansion en 2002, on table officiellement aujourd'hui sur 500 emplois pendant les dix ans de chantier et 1000 pendant les vingt ans de fonctionnement, ainsi que 1400 à 2400 indirects sur la région.

Si on ajoute qu'un nombre non négligeable de physiciens du nucléaire sont particulièrement critiques sur le projet, on ne peut voir dans ce dernier qu'un mirage qu'il faut éclipser. Il est encore temps: 1) en faisant place à une consommation plus raisonnée: sobriété, efficacité; 2) en finançant les énergies aptes à réduire les émissions de CO2 (énergies renouvelables) consacrant ainsi nos moyens à des solutions réalistes et non des rêves.

Article rédigé à partir du document "ITER, un soleil artificiel à portée de main?" édité par le Réseau Sortir du Nucléaire, 9 rue Dumenge, 69317 LYON cédex 04. Tél: 04 78 28 29 22 - www.sortirdunucleaire.fr

On peut signer l'Appel contre ITER sur www.stop-iter.org et participer à la mobilisation contre le réacteur. Un rassemblement et une conférence auront lieu à Marseille le 10 novembre. Pour info. Collectif Stop-ITER, 04 90 31 30 92 ou 04 90 08 00 64. Courriel: stop.iter.median@free.fr

1) pour plus de détails sur ces difficultés techniques nous renvoyons au dossier "ITER, un soleil artificiel à portée de main?".

2) En France les énergies alternatives constituent la part du pauvre: 6% en 2002 pour les renouvelables, 5% pour l'efficacité énergétique, 12% pour les énergies fossiles et autres, contre 68% pour le nucléaire de fission et 9% pour la fusion sur un total de 445 millions. Par ailleurs un rapport du Parlement allemand estimait la même année "qu'il faudra encore dépenser un total de 60 à 80 milliards sur une période de .50 ans (dont 20 à 30 milliards pour l'UE) avant qu'il soit envisageable de produire de l'énergie avec la fusion nucléaire", objectif, rappelons-le, nullement assuré d'être atteint.

J.F.

Sicko

C'est le titre du dernier film de Michael Moore, sorti sur les écrans français au début du mois de septembre. Au cours de ces dernières années, Michael Moore s'est fait une spécialité de la production de films d'un type très particulier, films à la fois militants et commerciaux, mêlant le documentaire à des interventions provocatrices destinées à faire réagir des personnalités nommément désignées et visées, pour obtenir d'elles qu'elles s'expliquent sur leurs décisions ou déclarations antérieures, voire qu'elles reviennent sur elles. Le tout lui permettant de se mettre lui-même en scène en jouant le rôle du citoyen états-unien de base convaincu de la légitimité de ses droits et (faussement) naïf, dont il exhibe la silhouette d'obèse, le tee-shirt trop large, la casquette vissée sur la tête et l'éternel sourire béat.

On se souvient peut-être de son premier film, *Roger et moi* (1989), dans lequel il poursuivait Roger Smith, le patron de la General Motors (GM), pour tenter d'obtenir de lui qu'il vienne constater *de visu* les dégâts matériels, sociaux, moraux engendrés par sa décision de fermer ses usines à Flint, la ville dont Michael Moore est originaire (il est lui-même un ancien ouvrier de la GM). On se souvient sans doute davantage de *Bowling for Columbine* (2002) dans lequel, en partant d'un fait divers sanglant (l'assassinat de sang froid à la carabine par deux lycéens de douze de leurs camarades et d'un enseignant dans un lycée de Littleton) dans lequel il s'interrogeait sur la goût morbide de la société états-unienne pour les armes à feu, tout en mettant en cause la législation à leur sujet, la responsabilité des hommes politiques et celle de la puissante *National Rifle Association*, qui défend bec et ongles la second amendement à la constitution des Etats-Unis qui autorise tout citoyen états-unien à porter une arme et à en user pour se défendre par lui-même. Et on se souvient sûrement de son précédent film, *Fahrenheit 9/11*, qui lui a valu la Palme d'Or du festival de Cannes en 2004, dans lequel Michael Moore met en cause l'instrumentation de l'attaque des tours du Trade World Center pour justifier l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak mais aussi pour restreindre les libertés publiques aux Etats-Unis même et y assurer la réélection d'un Bush dont l'élection en novembre 2000 avait été entachée d'irrégularités notoires.

Une plaie de la société états-unienne

Cette fois-ci, avec *Sicko*, Michaël Moore s'attaque à une autre plaie de la société états-unienne : le fait qu'elle soit la seule société occidentale qui n'ait pas de système public de protection contre la maladie. En effet, aux Etats-Unis, l'assurance maladie est (presque) entièrement entre les mains des compagnies privées d'assurance, les fameuses *Health Maintenance Organisations* (HMO). Dans le meilleur des cas, celui où se trouvent les salariés des administrations de l'Etat fédéral, des Etats fédérés ou des autres collectivités locales (comtés, communes) ou ceux des grandes entreprises, on se trouve couvert par un contrat collectif – que l'on risque cependant de perdre avec son emploi. Les autres salariés, les travailleurs indépendants, les chômeurs ou les inactifs doivent contracter des assu-

ditions restrictives, par deux programmes publics de protection contre la maladie (respectivement *Medicaid* et *Medicare*) instituées par l'administration Johnson en 1965.

Des conséquences catastrophiques

De cette situation, *Sicko* détaille les conséquences catastrophiques. A commencer par le fait que une part importante de la population états-unienne n'est couverte par aucune assurance maladie ; et elle ne cesse d'augmenter puisqu'elle est passé de 37 millions en 1993 à 43 millions dix ans plus tard et près de 47 millions en 2006, soit en moyenne un Etats-Unien sur six. Ceux-là ne peuvent pas se soigner faute de pouvoir supporter à eux seuls le coût des soins ou renoncent à se soigner pour ne pas en supporter le coût – avec toutes les conséquences que l'on imagine. Ainsi *Sicko* s'ouvre-t-il sur la scène d'un homme en train de recoudre lui-même une profonde plaie qu'il s'est faite au genou, sans anesthésie locale ni stérilisation... Et le film enchaîne sur le cas de cet homme qui s'est tranché deux doigts avec sa scie circulaire et qui a dû choisir celui des deux qu'il voulait qu'on lui greffe, faute de pouvoir payer la greffe des deux. Ou encore sur le cas de ce couple de seniors contraint d'emménager chez une de ses filles, dans une maison déjà surpeuplée, après avoir dû vendre sa propre maison pour payer les soins lourds du mari.



rances à la hauteur de leur revenu disponible. Seul les citoyens les plus pauvres et les citoyens de 65 ans ou plus sont couverts, sous certaines con-

La nature mortifère du capital

Qu'on ne pense pas que, pour autant, les assurés soient logés à meilleur enseigne. Car, lorsque l'assurance maladie est entre les mains de compagnies d'assurance, l'intérêt de ces dernières est bien évidemment d'empocher des primes en hausse et de déboursier le moins possible pour les soins de ses assurés. A cette fin, elles n'hésitent pas à refuser la prise en

charge de ceux-ci lorsqu'ils s'avèrent tout particulièrement onéreux, sous les prétextes les plus divers: le soin serait inapproprié; il n'en serait encore qu'à un stade expérimental qui n'en garantit pas l'efficacité; le malade n'a pas déclaré les symptômes précurseurs de la maladie lors de la conclusion du contrat comme il aurait dû le faire et le contrat est donc caduc; il n'a pas consulté un médecin dès l'apparition des symptômes comme est censée le faire toute personne raisonnable, en mettant ainsi sa santé en danger et en courant un risque excessif, ce qui rend également le contrat caduc; etc. Quitte à condamner sciemment leurs assurés à la mort, comme le confesse au cours du film une femme médecin expert salariée d'une de ces compagnies, qui s'est faite ainsi une réputation de 'professionnalisme', ce qui lui valut ultérieurement une belle carrière au sein de cette dernière. Autrement dit, lorsque la lutte contre la maladie devient une marchandise, tuer le malade en le laissant délibérément mourir est une source et une condition du profit. C'est une nouvelle illustration de la nature mortifère du capital.

Un projet torpillé

Mais Michael Moore ne se contente pas de dénoncer le crime, ni de désigner ceux à qui il profite directement. Il ne manque pas de rappeler que, comme tout syndicat du crime, celui des HMO ne peut pas prospérer sans la complicité des autorités officielles, qui non seulement laissent faire mais créent les conditions légales même de cette activité lucrative. Et cela nous vaut une séquence édifiante au cours de laquelle il nous rappelle ce qu'il en est advenu de la dernière tentative d'instaurer aux Etats-Unis un système public de protection sociale contre la maladie, celle initiée par Bill Clinton et menée par son épouse Hillary Clinton. Michael Moore nous apprend ou nous rappelle comment le projet a été torpillé à travers un intense lobbying des compagnies d'assurance auprès des parlementaires états-uniens, impliquant notamment le versement de somptueux pots-de-vin, doublé d'une campagne de propagande associant le projet en question à une entreprise visant à introduire subrepticement le socialisme aux Etats-Unis. Rien de moins ! Et le projet sera définitivement enterré par George W. Bush en 2003, non sans qu'il ait lui aussi bénéficié des largesses des caïds de ce qu'on ne peut appeler l'assurance-maladie que par une antiphrase chargée d'ironie tant elle est bien souvent l'assurance de rester malade et d'en mourir.

Un verrou idéologique

A ce point de l'enquête et de la démonstration, il apparaît que l'un des verrous de la situation est clairement d'ordre idéologique. Si les salariés et citoyens états-uniens adhèrent ou même seulement se résignent à un tel système de non-protection face à la maladie aussi inique et cynique qu'inefficace, c'est qu'ils partagent, pour partie au moins, les présupposés libéraux sur lesquels ce système est assis et le dénigrement des systèmes publics d'assurance-maladie. D'où toute la seconde moitié du film dans laquelle Mike Moore présente successivement trois de ces systèmes : le britannique, le français, le cubain. Evidemment, cela ne peut aller sans quelques simplifications et approximations. Par exemple dans la présentation de la protection sociale en France, où Michael Moore donne la parole à un groupe de compatriotes établis à Paris qui détaillent, enthousiastes, les avantages du système français ... en omettant de signaler que, chez nous aussi, sévissent les effets des 'réformes' néolibérales de l'Etat-providence. Il n'empêche qu'il touche souvent juste, notamment lorsqu'il interviewe un médecin hospitalier britannique qui explique que son traitement est indexé sur l'amélioration de la situation sanitaire de ses patients: il gagne d'autant plus que ses patients sont moins malades - à l'inverse de ses confrères d'outre-Atlantique dont la progression dans la carrière est conditionnée par leur capacité à refuser de soigner les patients qui leur sont confiés, donc à travailler à perpétuer et aggraver la maladie jusqu'à la mort.

Le clou du film est évidemment le moment où, prenant au mot les déclarations de l'administration Bush selon lesquelles les détenus de la prison de Guantanamo jouiraient d'un régime sanitaire de première qualité, Michael Moore embarque une douzaine d'anciens pompiers et volontaires qui ont travaillé pendant des mois sur les ruines du World Trade Center et y ont contracté des affections respiratoires très graves, non reconnues ou non prises en charge par les assurances dont ils relèvent. Et les voici partis droit en direction de Guantanamo où ils se présentent pour bénéficier, eux aussi, de ce régime de faveur. On devine l'accueil que leur réserveront les autorités états-uniennes du camp ! Ne devant leur salut qu'au fait d'avoir fait demi-tour, les voici déambulant dans la ville cubaine voisine, où ils finiront par être hospitalisés et soignés gratuitement. L'une des comparaisons y découvrira même, effarée, que l'un des médicaments qu'on lui prescrit pour lui permettre de maintenir un minimum sa capacité respiratoire et qu'elle peine à se payer coûte 2 500 fois moins à Cuba qu'à New York ! Quand on sait les représentations du régime cubain que le public états-unien se fait couramment, sous l'effet d'une intense propagande anticastriste, il sera curieux de savoir comment il recevra cette séquence qui démontre que des ressortissants états-uniens peuvent être pris en charge gratuitement et bien mieux soignés à Cuba que dans leur propre pays !

En définitive, malgré les quelques faiblesses ponctuelles du film, malgré son idéalisme moral et politique qui

l'empêche d'analyser l'absence ou la présence d'un système public de protection sociale dans un Etat en termes de résultat de la lutte des classes, *Sicko* est un film qui mérite d'être soutenu par le public français. Car il lui présente très exactement son avenir si la mobilisation collective des salariés et des citoyens ne permet pas d'inverser le cours du démantèlement rampant de l'assurance maladie que 'nos' gouvernants, de gauche comme de droite, ont entrepris depuis une vingtaine d'années. Et il faut enfin regretter qu'il n'y ait pas l'équivalent d'un Michael Moore pour dénoncer ce processus en France et plus largement en Europe.

Alain Bihr



Rencontres et lectures à contre courant

Les Jeunes Tsiganes : le droit au savoir

Dans le contexte actuel de méfiance - de rejet à l'égard de ce qui a nom : manouche, tzigane, rom...- qui s'est développé depuis deux ou trois décennies chez un grand nombre de citoyens "lambda", soutenus par des discours xénophobes et des campagnes - notamment électorales - relayées complaisamment par certains media, on ne peut que reconnaître et encourager l'effort fourni par des personnes, des associations qui ont compris que la dignité des membres de ces groupes ethniques passait par une reconnaissance de leur qualité d'hommes, de femmes, laquelle de tout temps suppose l'éducation, le savoir.

Les discriminations dont sont victimes les familles tziganes touchent bien entendu les enfants. Manquant des conditions minimales d'une vie décente, en particulier en terme d'espaces d'accueil, l'accès au savoir scolaire demeure incertain. D'autant que l'école, symbole de l'écrit, est perçue comme l'image d'une société normative qui rejette leur mode de vie, voulant les parquer - les sédentariser ? - dans des espaces bien définis.

Ce livre apporte divers exemples et propositions d'actions dans le secteur éducatif, aborde les aspects historiques, économiques et culturels des Tsiganes et traite plus précisément de la question de la scolarisation des enfants.

La coordinatrice de ce livre collectif, Marie-Pascale BARONNET, souhaite que "cet ouvrage puisse aider à changer les regards, et à construire des passerelles pour que l'école soit l'affaire de tous", et, ajouterons-nous, pour que cessent toutes les formes d'exclusion.

Les Jeunes Tsiganes : le droit au savoir paru aux Editions Licorne, 35 rue Alphonse Paillet, 80000 AMIENS editions.licorne@wanadoo.fr Prix : 17 euros

Juin 36

Les 2 et 3 juin, ce sont des entreprises appartenant à l'industrie chimique, à l'alimentation, au textile, aux industries graphiques, à l'ameublement qui sont paralysées par la grève et occupées. Le 4 juin, les grèves s'étendent encore dans d'autres secteurs s'accompagnant d'occupation. Partout elles rassemblent la quasi-totalité du personnel et s'attirent la sympathie active de la population.

La réalité de juin 1936 que nous fait découvrir cet ouvrage est bien différente de la version forgée par les dirigeants des partis du Front populaire, et reprise par leurs héritiers politiques. Les auteurs de **Juin 36**, Jacques Danos et Marcel Gibelin, montrent que ce ne fut pas le gouvernement du Front populaire de Léon Blum qui accorda à la classe ouvrière les 40 heures, les congés payés, le droit d'élire des délégués, ou les importantes augmentations de salaires. Tout cela fut arraché par la grève. Les accords Matignon ne furent pas un cadeau offert à la classe ouvrière pour la récompenser d'avoir bien voté, mais un contre-feu mis en place à la hâte par le patronat et le gouvernement Blum soutenu par la CGT et les partis de gauche, pour ramener dans son lit le torrent de la grève. Ils y réussirent, mais difficilement.

Ce livre a été édité pour la première fois en 1952. Les auteurs ont su nous faire revivre cette période et le mouvement gréviste de manière enthousiasmante et détaillée. On y trouvera aussi des leçons qui éclairent la période actuelle. 320 pages 14.00 Euros ISBN : 2-915727-08-2

En suivant Emma

Cette pièce de théâtre d'Howard Zinn est traduite de l'américain par Julie David. En suivant la vie d'Emma Goldman, militante anarchiste américaine juive d'origine russe, cette œuvre en deux actes revient sur plus d'un demi-siècle d'histoire sociale. Cette résurgence est également pour l'auteur l'occasion d'invoquer ce qui tient pour lui d'un invariant

anthropologique : la résistance de l'humanité à l'oppression et son goût immodéré pour la justice. En suivant Emma Aux Editions Agone ; collection "Marginales" 176 pages, 15 euros ISBN : 978-2-7489-0057-6

Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres

En 1842, Karl Marx publie une série d'articles concernant les débats à la Diète rhénane à propos du vol de bois. Droit de propriété, liberté de la presse, rapport du délit à la peine : tels sont les enjeux de ces articles. L'essor du capitalisme entraînait alors un déplacement de la ligne de partage entre le droit coutumier des pauvres (glanage ou ramassage du bois mort) et le droit de plus en plus envahissant des propriétaires. Deux ans plus tôt, le fameux pamphlet de Proudhon *Qu'est-ce que la propriété ?* avait fait scandale en s'en prenant aux justifications libérales de l'appropriation privée.

Plus d'un siècle et demi plus tard, les controverses en cours sur le brevetage du vivant, la propriété intellectuelle, le droit opposable au logement, etc., donnent aux questions théoriques et juridiques soulevées à l'époque une troublante actualité. À partir d'une lecture des articles de Marx, Daniel Bensaid revient sur les sources philosophiques du débat pour en dégager les enjeux actuels. Aujourd'hui comme hier, les dépossédés se soulèvent contre la privatisation du monde et la logique glaciale du calcul égoïste.

Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres de Daniel Bensaid 128 pages, 9 euros ISBN : 978-2-91-337267-2.

Pourquoi se mobilise-t-on ?

Pourquoi se mobilise-t-on ? Les « citoyens » disposent d'un droit de regard sur les affaires publiques. Ils discutent, s'associent, s'organisent. Ils constituent des collectifs, revendiquent dans l'espace public, passent des alliances avec partis et syndicats et entrent en conflit avec les pouvoirs établis. Mais qu'est-ce qui les y pousse ? La mobilisation a un coût en énergie et présente des risques, y compris financiers. Pourquoi ne pas laisser les autres se mobiliser à notre place ? Ce livre propose une cartographie de l'état des savoirs sur l'action collective, à partir de tout ce qui a été écrit sur le sujet depuis plus d'un siècle, sur les deux rives de l'Atlantique. Il propose de nouvelles perspectives, inspirées de la sociologie culturelle nord-américaine et de la microsociologie de Goffman. « **Pourquoi se mobilise-t-on ?** - *Les théories de l'action collective* est un ouvrage de Daniel Céfal, paru aux éditions de la Découverte, utile à tous ceux qui s'intéressent aux mouvements sociaux de notre temps.

Cent ans de mouvements étudiants

La naissance de L'UNEF remonte à une centaine d'années. Le mouvement étudiant a rapidement exprimé les inquiétudes des classes moyennes éprouvées par la Grande Guerre, puis la crise. Pluriel dès l'origine, il joue un rôle politique important durant la guerre d'Algérie, Mai 68, les mobilisations des années 1970, le mouvement de 1986 ou la lutte contre le CIP. Les mouvements étudiants apparaissent même, en 2006 contre le CPE, comme le porte-parole de l'ensemble de la jeunesse, voire de la société.

Rédigé dans le cadre du Germe (Groupe d'études et de recherche sur les mouvements étudiants) par une équipe pluridisciplinaire « **Cent ans de mouvements étudiants** », paru aux Editions Syllepse, aborde des questions telles que les formes de l'associationnisme étudiant, son folklore, les problèmes de l'apolitisme et de l'indépendance, sa place dans le monde universitaire, et les réalisations majeures du mouvement en matière de santé, de protection sociale, de pratique sportive, etc.

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

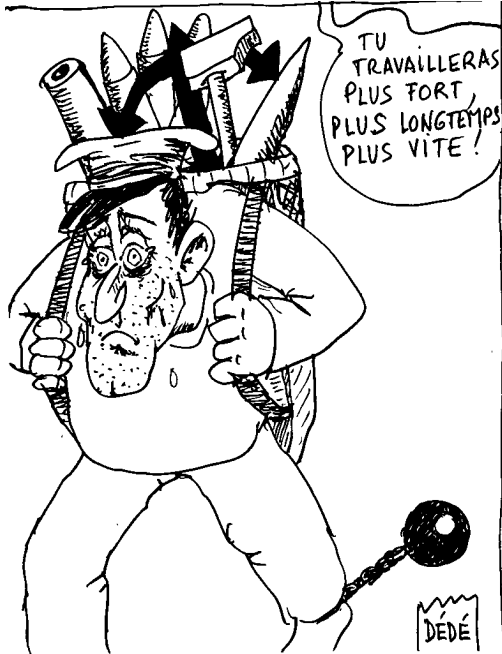
A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 11/10/2007

Article 21 : Travailler plus pour fatiguer plus



Chapitre XI



Article 22 : Gagner plus pour gagner encore plus



Sommaire

- Page 1 Edito : Le boulevard et l'impassé
- Page 2 Qui pille le Congo ?
- Page 3 à 5 La novlangue néolibérale (13 et fin)
- Page 6 et 7 Réflexions sur la période politique actuelle
- Page 7 Grève du 18 octobre : "Tous ensemble !" ?
- Page 8 et 9 Contre le pouvoir qui casse, mobilisons !
- Page 10 Le revers de la médaille (édito AL)
- Page 10 A propos de justice
- Page 11 et 12 ITER: un projet démentiel
- Page 13 et 14 Sicko
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Dédé illustre le code Parisot du travail

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : www.acontrecourant.info Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER